

Tharp Jr., Paul A., éditeur, *Regional International Organizations – Structure and Functions*, New York, St. Martin's Press, 1971, 353 p.

Jean V. Frenette

Volume 3, Number 2, 1972

Les politiques de défense

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/700209ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/700209ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (print)

1703-7891 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Frenette, J. V. (1972). Review of [Tharp Jr., Paul A., éditeur, *Regional International Organizations – Structure and Functions*, New York, St. Martin's Press, 1971, 353 p.] *Études internationales*, 3(2), 282–283.
<https://doi.org/10.7202/700209ar>

coup d'État, ou violentes remises en question du pouvoir par des mouvements populaires, de telles confrontations donnent lieu à des explosions d'activités faciles à repérer, ce qui permettrait une analyse beaucoup plus sûre, une compréhension beaucoup plus intime du processus politique en Amérique latine.

C'est à partir de cette conviction que *Political Power in Latin America* a été conçu. S'adressant au lecteur non averti, les auteurs présentent une documentation abondante et très diversifiée sur sept cas de « confrontation » politique dont l'Amérique latine a été témoin depuis une dizaine d'années, soit les élections présidentielles au Venezuela (1963) et au Chili (1964), les coups d'État en Argentine (1962) et au Brésil (1964), la révolution dominicaine (1965), la grève des étudiants mexicains (1966) et la purge de la microfaction dirigée par Anibal Escalante à Cuba.

Dix ou douze textes sont consacrés à chacune de ces études de cas. On trouve tout d'abord un ou deux articles qui résument les antécédents et le contexte socio-politique au moment de la confrontation ; puis quelques textes d'analyse sur l'élection ou la crise elle-même ; enfin, des textes polémiques (discours, pamphlets, éditoriaux, etc.) signés par certains des principaux acteurs politiques au moment de l'événement. Tout cela tient en une cinquantaine de pages par étude de cas.

Fagen et Cornelius ont mis beaucoup de peine à rassembler des textes qui s'intègrent facilement sans trop se recouper. Ils nous ont servi un ouvrage beaucoup plus vivant que les descriptions politiques traditionnelles, grâce à un choix de textes judicieux qui permet de recréer les événements à partir des perceptions différentes de plusieurs acteurs politiques, surtout en ce qui a trait aux textes de nature plutôt polémique. On y retrouve des discours de Goulart et de Frondizi dénonçant les officiers comploteurs, des interviews avec des maquisards au Venezuela, le plaidoyer de Raul Castro devant le Comité central contre Escalante et les microfactionnistes, la lettre de démission du recteur Chavez de l'Université de Mexico, un discours passionné prononcé devant des milliers de ses compatriotes par le colonel constitutionnaliste Francisco Caamano au moment où les *Marines* débarquaient en République dominicaine, et d'autres textes qui rendent la lecture des études de cas extrêmement vivante.

Par ailleurs, le choix des textes d'analyse (par opposition aux textes polémiques) a été moins judicieux, et on peut regretter la décision (prise sans doute pour économiser de l'espace, car l'ouvrage atteint déjà plus de 400 pages) de couper la plupart des articles au point où plusieurs d'entre eux ne dépassent pas deux ou trois pages. Il aurait fallu laisser aux auteurs l'occasion d'étoffer leurs analyses, d'ajouter un peu de chair à l'ossature des arguments. Il aurait été préférable de réduire le nombre des études de cas afin de pouvoir servir au lecteur des analyses mieux structurées.

Enfin l'ouvrage de Fagen et Cornelius repose sur une conception du « politique » qui semble trop étroite. Les descriptions et les analyses des moments de crise ou de confrontation peuvent sans doute faire revivre des situations dramatiques, mais on voit difficilement comment une telle perspective pourrait conduire à une réflexion systématique sur les éléments d'infrastructure qui informent le processus politique, en Amérique latine comme ailleurs. Car n'est-ce pas l'essentiel ? Il y a là un débat bien familier qu'il faudra réouvrir à une autre occasion.

Jean CARRIÈRE

Science politique,
Université d'Ottawa.

THARP Jr., Paul A., éditeur, *Regional International Organizations — Structure and Functions*, New York, St. Martin's Press, 1971, 352p.

Les organismes internationaux établis sur une base régionale ont connu une expansion rapide depuis 1945 ; la montée de ces organismes est un phénomène original de la période actuelle et les problèmes nouveaux soulevés par leur croissance n'ont pas fini de retenir l'attention des chercheurs. Si le rôle des Nations Unies n'est pas étranger à cette poussée, il n'en demeure pas moins que des initiatives régionales répondant aux transformations de la société ont su prendre en charge des responsabilités nouvelles. C'est à montrer le rôle et le fonctionnement de ces organismes multinationaux que s'attache ce livre.

La formule adoptée est celle de la collection d'articles rédigés par divers spécialistes au cours de la dernière décennie ; on y a ajouté égale-

ment des extraits de livres récents. Cette formule, de plus en plus utilisée, permet de rassembler une documentation originale tout en abordant les multiples aspects d'une question.

Or le sujet est en lui-même très vaste, de même que la portée du livre. Si ce dernier s'adresse avant tout aux politicologues, il intéressera également ceux que préoccupent l'évolution des relations internationales et le mode d'organisation de l'espace qui résulte de l'intervention politique. Car c'est bien à une prise de conscience des transformations profondes qui touchent les diverses sociétés, que nous convie l'auteur en mettant en valeur le rôle grandissant de ces organismes dont la juridiction et le domaine d'action concernent des ensembles territoriaux couvrant plusieurs États.

Les articles réunis servent à démontrer comment les forces politiques opérant dans le cadre de la nation-État peuvent jouer un rôle dans l'apparition et le développement de ces nouvelles entités politiques. C'est sur le plan économique qu'apparaissent les premières manifestations d'une restructuration des courants et des solidarités. En étant à l'écoute des aspirations et des intérêts d'un groupe élargi, ces organismes favorisent le développement de nouveaux centres de décisions et de pôles d'activités qui se haussent ainsi dans la hiérarchie urbaine. Ou bien, on assiste à la confirmation et au renforcement d'un rôle déjà sanctionné par une situation antérieure. Ainsi la formation du Marché commun et son éventuel élargissement n'ont pas fini de transformer l'organisation économique de l'espace européen et de le structurer autour de nouveaux centres de décisions. Mais cette intégration ne s'accomplit pas sans l'éclosion de fortes tensions (sur le plan industriel, par exemple). Elle ne se fait pas dans tous les cas au même rythme et dans la même direction. Deux exemples tirés de l'Amérique latine et de l'Afrique montrent la diversité des problèmes à résoudre et la pluralité des objectifs.

Mais l'aplanissement des concurrences et des rivalités économiques n'est qu'un aspect des forces mises en jeu. L'intégration doit déboucher également sur la formation d'une « conscience régionale » et d'un « sentiment d'appartenance ». Au-delà des loyautés nationales, il faut favoriser l'émergence d'une loyauté « régionale » qui doit vaincre de multiples résistances. Pour favoriser la formation de liens nouveaux et l'établissement d'un réseau

solide, on a encouragé le déplacement des personnes à l'intérieur de l'entité créée. Encore ici l'exemple du Marché commun est révélateur des obstacles à surmonter. Que penser alors des tentatives effectuées dans l'Asie du Sud-Est où la formation d'une conscience nationale n'est pas encore terminée ? Est-il possible, dans ces conditions, d'éviter l'étape nationale pour passer immédiatement à un niveau supérieur ? On perçoit alors le rôle des influences extérieures qui se manifeste également dans un cas où l'intégration est beaucoup plus poussée : les pays scandinaves.

La formation de véritables entités supranationales (régionales) doit cependant mener l'intégration plus loin et inclure l'appareil législatif et la surveillance de cet appareil. Ici, l'exemple des pays de la Communauté européenne est apposé à celui de l'Organisation des États américains, tandis que le *Comecon* illustre les divergences qui découlent de la conception particulière de l'État dans un régime communiste. Le fonctionnement de l'appareil de contrôle varie donc considérablement ; les deux exemples cités sont ceux de la Communauté européenne et de l'Organisation de l'Unité africaine.

À la suite de ces textes visant à analyser le fonctionnement de ces organismes, l'auteur a rassemblé quelques textes montrant les tendances récentes dans le développement des organismes internationaux, ainsi qu'un article sur l'attitude américaine face à la formation de ces organismes. Cette dernière partie, trop courte peut-être, complète donc bien la première série de texte en montrant le phénomène dans une perspective d'évolution.

Jean-V. FRENETTE

Géographie,
Université de Montréal.

EPSTEIN, William, *Disarmament. Twenty-Five Years of Effort*, Canadian Institute of International Affairs, Toronto, 1971, 97p.

Par sa concision et sa clarté, l'ouvrage de Epstein est un remarquable aide-mémoire pour quiconque souhaite prendre une vue cavalière des efforts déployés depuis 1945, pour parvenir à une réglementation des armements. L'auteur